

Les groupes d'animation du Parti Démocratique Gabonais : Cellules de base militantes, instruments de propagande de masse ou cercles ascensionnels (1968 - 2007) ?

Omer Arsène IVORA MOUANGOYE,
Doctorant en Histoire, Université Omar Bongo (Gabon)
Centre de Recherches et d'Études en Histoire et Archéologie (C.R.É.H.A.)
ivora.omer@gmail.com

Résumé

Le présent article met en relief les fonctions spécifiques de ces groupes d'animation, de 1968 à 2007. En 1968, l'UFDPDG, créée en 1972, soutenue par Marie-Joséphine Kama, alors épouse d'Albert-Bernard Bongo le Président-fondateur du PDG, avait favorisé la création des groupes d'animation. Avant l'indépendance du Gabon (1960), les groupes de danse étaient connus pour animer des cérémonies traditionnelles. Au lendemain de l'indépendance, de rares groupes de danse étaient créés momentanément pour chanter la gloire des autorités politiques gabonaises, mais aussi étrangères de passage au Gabon. À partir de 1968 et durant environ trente (30) ans après, plusieurs groupes de danses traditionnels du début des années 1960, devenus des groupes d'animation du PDG, émergent des neuf (9) provinces du Gabon. Constitués de centaines de militantes du PDG, entre 1968 et 2007, ces groupes se révèlent de véritables cercles ascensionnels et des instruments de propagande des valeurs du PDG.

Mots clés : Ascension – Femmes – Gabon – Groupes d'animation – Militantisme – U.F.P.D.G. – Propagande.

The animation groups of the Gabonese Democratic Party: Militant base cells, instruments of mass propaganda or ascending circles (1968 - 2007)?

Abstract

This article highlights the specific functions of these animation groups, from 1968 to 2007. In 1968, the GDPPFU, created in 1972, supported by Marie-Joséphine Kama, then wife of Albert-Bernard Bongo, the President and founder of the GDP, had encouraged the creation of animation groups. Before Gabon's independence (1960), dance groups were known to perform traditional ceremonies. In the aftermath of independence, rare dance groups were created momentarily to sing the glory of the Gabonese political authorities, but also foreigners passing through Gabon. From 1968 and for about thirty (30) years later, several traditional dance groups of the early 1960s, which became GDP animation groups, emerged from the nine (9) provinces of Gabon. Made up of hundreds of GDP activists, between 1968 and 2007, these groups turned out to be veritable ascending circles and instruments of propaganda for the GDP 's values.

Keywords : Ascension - Women - Gabon - Animation groups - Activism - GDP-PFU - Propaganda.

Introduction

En l'an 1968, le Gabon entrait dans l'une des phases les plus mémorables de sa vie politique. Albert-Bernard Bongo, Vice-Président devenu Président de la République en 1967 à la mort du Président Léon Mba, fondait le Parti Démocratique Gabonais (PDG). La fondation du PDG donnait lieu à la dissolution de tout autre parti politique et, de fait, à l'instauration du monopartisme. Albert-Bernard Bongo justifiait l'instauration du Parti unique par la volonté de garantir l'unité nationale et d'abolir les discriminations ethniques en rassemblant, dans un même et seul parti politique, toutes les couches de la société et toutes les communautés culturelles du pays. Il favorisa la mise en place de nouveaux mécanismes de propagandes et de mobilisation populaire. À cet effet, les femmes gabonaises jusque-là tenues à l'écart des grandes arènes politiques, mais représentant la moitié de la population du Gabon¹, devaient alors jouer des rôles déterminants au sein du PDG. En 1972, le PDG créa en son sein l'Union des Femmes du PDG (UFPDG), un organe spécialisé regroupant des femmes issues des neuf (9) provinces du Gabon. La création de cet organe fut justifiée par une volonté, pour les cadres du PDG, de favoriser une mobilisation véritable des femmes « pour participer à toutes les tâches d'intérêt national qui appellent un large consentement populaire (O. Bongo, 1975, p. 167). Au sein de l'UFPDG, les femmes, alors en grande partie peu instruites, s'étaient regroupées au sein des groupes d'animation du parti, et dont la création du premier groupe remontait au lendemain de la création du PDG. Ces groupes d'animation qui chantaient pour le PDG étaient devenus de véritables cellules remuantes des femmes de l'UFPDG.

De 1968 à 2007, dates de la création du PDG et du 39^e anniversaire de sa création, les femmes regroupées au sein de l'UFPDG ont fortement contribué à asseoir l'hégémonie du PDG sur l'étendue du territoire gabonais à travers les groupes d'animation.

1. Rassemblement Général de la Population et de l'Habitat, 1993, p. 13.

Des analyses scientifiques (N. Metegue N'nah, 2006 ; L.-B. Mapagou, 1985 ; Koumba Kassa, 2019) et des jugements portés à l'endroit des groupes d'animation ont longtemps entretenu à leur égard une image essentiellement festive, laissant de côté les soupçons de tout autre intérêt que ces groupes pouvaient représenter pour l'hégémonie du PDG. À ce jour, quelques travaux ont relevé des hégémonies que les hommes politiques du PDG ont acquises grâce aux groupes d'animation. Il s'agit d'une récente publication de l'Anthropologue Alice Aterianus-Owanga (2020), intitulée *Une culture de « bougeuses de fesses »*. *Spectacle du pouvoir et incorporation genrée dans les groupes d'animation culturelle du Gabon* démontrent de façon magistrale comment depuis les années 1960 les genres musicaux ont participé à la popularité des politiques. Bien avant, Joseph Tonda (2009), un autre Anthropologue et Sociologue, mettait déjà en relief l'instrumentalisation des groupes d'animation lors des événements politiques majeurs du PDG.

Partant de ce qui précède, le présent article soulève une interrogation centrale : entre 1968 et 2007, quelle a été la contribution des groupes d'animation dans l'hégémonie du PDG et lesdits groupes ont-ils été, à un moment donné, des instruments de conquête et/ou d'ascension sociale et politique ?

Le présent article a pour objectif de mettre en relief le concours des groupes d'animation dans l'hégémonie du PDG entre 1968 et 2007. Pour ce faire, nous nous appuyerons sur des données écrites, orales et sur l'iconographie. Il traite dans une première partie de l'émergence et du développement des groupes d'animation avant de montrer dans une seconde partie comment ces groupes ont été à la fois des réservoirs d'électeurs et des instruments de propagande de masse pour le PDG.

1. Les groupes d'animations : émergence et développement

Quoiqu'au Gabon, de nombreux récits tendent à associer l'apparition des groupes d'animation à l'avènement du PDG en 1968, de nombreuses données historiques et anthropologiques permettent de prouver que la danse et l'animation sont avant tout des réalités

culturelles gabonaises. C'est dans la seconde moitié des années 1960 que ces réalités vont subir une grande transformation au service des politiques.

1.1. La danse et l'animation, deux réalités culturelles gabonaises

«La danse traditionnelle est avant tout une question d'état d'esprit et non de mode. Une sorte de philosophie à la gabonaise», soulignait Igor Follot (1987 : quatrième de couverture). Dans la post- colonie, on retrouvait déjà des formes de groupes féminins de danses folkloriques dans chaque communauté culturelle gabonaise, (Alice Aterianus-Owanga, 2020). Vêtues de tenues constituées de raphias, de feuilles de palmiers ou des bananiers, de plumes d'oiseaux, de morceaux de tissus, et maquillées avec du kaolin, le look des danseuses excluait la pudeur. Certaines prestations de danse, à caractère initiatique, étaient uniquement réservées aux femmes d'une certaine catégorie d'âge et d'un certain statut spirituel (André Rabonda-Walker et Roger Sillans, 2005, p. 256-257).

Les occasions de danses étaient le plus souvent les cérémonies d'initiations, de retraits de deuils, de naissances, etc. Durant la période précoloniale et jusqu'à l'arrivée des Occidentaux, des prestations de danse étaient également données en l'honneur d'un hôte important en visite dans un village. La substance des chansons variait selon les événements. Il s'agissait soit d'éloges, des recommandations, de louanges, de bénédictions, etc. Les occasions de danses étaient aussi les moments de séduction et de défoulement pour les jeunes filles. Par les restrictions quotidiennes de leurs sociétés traditionnelles, les femmes se servaient de la danse comme moyens d'expression de leurs libertés physique et mentale. La danse était donc pour les femmes des occasions de se faire distinguer et d'attirer les regards masculins. Les pas de danse étaient simples et souvent dirigés par les femmes les plus expérimentées et les plus inspirées. La maîtrise de la langue locale et le son de la voix étaient souvent des critères de choix pour désigner la tête de file des danseuses, qui bougeaient au

rythme des battements de mains, de tam-tam, de percussions ou de sonnailles (André Raponda-Walker et Roger Sillans, 2005, p. 72-78).

1.2. Du développement à la politisation des groupes d'animation

La transformation des milieux ruraux et l'extension des villes ont fortement contribué à transformer le caractère traditionnel des groupes de danse folkloriques. Les nouvelles exigences sociales avaient réduit le rythme des pratiques de danse dans les villages, et l'exode rural a progressivement modifié le calendrier des cérémonies traditionnelles. Les grandes prestations de danses se faisaient pendant les vacances scolaires (entre juin et septembre). Par souci de pudeur, les nouvelles générations d'hommes instruits cantonnaient leurs épouses dans les foyers.

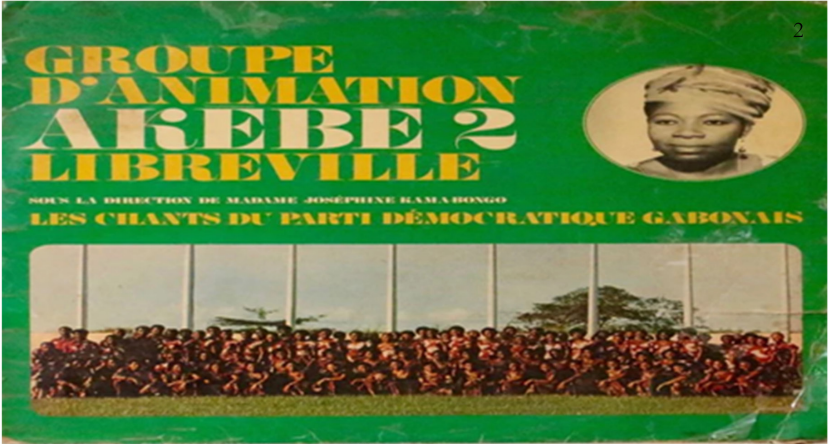
En ville, certains groupes de danse se constituaient par occasion pour animer les événements coutumiers tels que les mariages, les naissances ou les cérémonies mortuaires. D'autres, pour de meilleures préparations, s'organisent en Association d'entraide et de soutien.

Au sortir de l'indépendance, les femmes qui mesuraient moins l'importance de l'accession du Gabon à la souveraineté internationale et disposaient de peu de moyens d'expression publique étaient sollicitées pour animer et accompagner des événements autres que traditionnels. À cet effet, suivons Louis-Barthélémy Mapagou (1986, p. 43) :

Déjà aux environs de l'indépendance, un groupe s'était formé sous le nom d'*Akébé II*, autour de Martine Odja. Il s'agissait plutôt d'un ensemble folklorique qui donnait aux femmes une occasion exceptionnelle de se retrouver. L'Afrique rit, exulte ou pleure dans la danse. Mais traditionnellement, on ne danse que pour fêter un événement, heureux ou malheureux. Le groupe *Akébé II* offrait des raisons de danser en dehors des fêtes traditionnelles.



1



2

(Source : Louis-Barthélémy Mapagou, 986, p. 43 ; : Archives personnelles de l'auteur)

Légende

1 : Le groupe *Akébé II*, dans les années 1960

2 : Couverture du premier album enregistré en studio par le groupe *Akébé II* (1979)

Image 1. Le groupe *Akébé II*

Outre le groupe *Akébé II*, on notait, en début des années 1960, l'existence et l'écho du groupe *Arongo*. Les deux (2) groupes étaient alors chacun composé d'une dizaine de femmes. Dispersées dans la capitale, les femmes se rassemblaient chez l'un de leurs membres qui étaient soit le leader du groupe, le plus âgé ou celui qui disposait d'un espace pouvant accueillir les répétitions. Les noms des groupes étaient ceux des quartiers qui abritaient leurs sièges ou encore les

noms d'éléments de la nature pour faire allusion à la performance du groupe.

En 1968, *Akébé II*, dont les membres étaient majoritairement issus de la province du Haut-Ogooué² était passé sous le patronage de Marie-Joséphine Kama, alors épouse d'Albert-Bernard Bongo (Image 1). Femme aux tendances musicales, c'est vraisemblablement elle qui avait impulsé une nouvelle tendance au sein de l'UFPDG en contribuant à la création des groupes d'animation. Akébé II, qui devint dorénavant le principal groupe d'animation (groupe "A") du Haut-Ogooué, chantait pour le Président-fondateur du parti unique. En 1972, les femmes regroupées au sein de l'UFPDG avaient beaucoup de mal à se faire une place dans les instances du Parti. Elles n'étaient point consultées pour les grandes décisions politiques prises par le Bureau central. Y compris celles les concernant. Albert-Bernard Bongo s'était entouré de hauts gradés de l'armée gabonaise et d'une véritable élite de jeunes hommes diplômés rentrés de grandes Universités et Écoles de l'hexagone (L.-B. Mapagou (dir.), 1986, p. 48 et 53). Face à cette caste, les femmes, qui disposaient de peu d'arguments à faire valoir sur le plan de leur formation scolaire, s'étaient employées à la réalisation du projet de la création et la multiplication des groupes d'animation.

Les groupes de la période 1960-1968 étaient composés de femmes de diverses communautés culturelles. Elles apprenaient alors les chants en diverses langues, profitant ainsi à échanger leurs cultures. Avec l'UFPDG, ces groupes, dont la plupart étaient devenus des groupes d'animation affiliés au PDG, avaient pris un caractère régional. Les femmes se regroupaient désormais en fonction de leurs régions et de leurs langues d'origine. Résultat : chaque province du Gabon avait fini par avoir son groupe d'animation rattaché à l'UFPDG. Sur une longue durée 30 ans, chacune des provinces du Gabon avait un groupe d'animation, reconnu comme groupe principal (groupe "A").

2. Information recueillie par l'auteur au cours d'enquêtes de terrain.

N°	Nom de groupe	Province d'origine	Date officielle de création
1	<i>Arongo</i>	Estuaire	1968
2	<i>Nkol-Engong</i>	Estuaire	1974
3	<i>Koumabéli</i>	Haut-Ogooué	1968
4	<i>Akébé-Ville</i>	Moyen-Ogooué	1972
5	<i>Ignonga</i>	Ngounié	1980
6	<i>Moutsokini</i>	Ngounié	1998
7	<i>Mourim</i>	Nyanga	2000
8	<i>Boomamé</i>	Ogooué-Ivindo	1970
9	<i>Ayina</i>	Ogooué-Ivindo	1975
10	<i>Missema</i>	Ogooué-Lolo	1976
11	<i>Monkogha</i>	Ogooué-Lolo	1972
12	<i>Azambi</i>	Ogooué-Maritime	1974
13	<i>Centre-ville</i>	Woleu-Ntem	1969
14	<i>Odzamboga</i>	Woleu-Ntem	2002/2003

(Source : UFPDG)

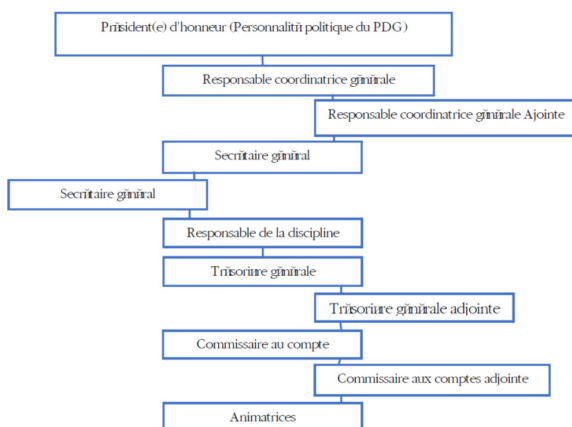
Tabl. 1. Évolution de la création des groupes d'animation-PDG

Pour certains auteurs, la réinstauration du multipartisme, en 1990, devait marquer le début du déclin des groupes d'animation-PDG. Or, l'observation du tableau ci-dessus montre clairement que malgré le retour au pluralisme politique, le processus de création des groupes d'animation s'était étendu et achevé au début des années 2000, dans le Sud et le Nord du Gabon où le PDG rencontrait une forte opposition politique.

Grâce aux groupes d'animation, les femmes de l'UFPDG étaient parvenues à captiver l'attention des gestionnaires du Parti : elles étaient désormais associées aux réunions importantes. À ce propos, Louis-Barthélémy Mapagou (dir.) (1985, p. 45) rapporte que :

Le groupe d'animation dans [ait] pour le PDG où les femmes se retrouvaient. Ce faisant, elles assimillaient [aient] d'abord parfaitement les slogans qu'elles chantaient [aient] à longueur de séances; elles contribuaient ensuite à consolider l'union, but principal du PDG, puisqu'au sein des groupes, toutes les ethnies se mélangent; enfin, elles venaient à des réunions auxquelles, si les groupes d'animation n'existaient pas, elles n'assisteraient jamais. [...] Les groupes d'animation de l'UFPDG sont vraisemblablement les cellules les plus vivantes du Parti. Elles sont en tout cas les plus remuantes.

Outre leur entrée dans les cercles consultatifs du Parti, les femmes de l'UFPDG avaient vu leurs groupes être marqués de considérations. Dans la première moitié des années 1990, les cadres du PDG parlaient de groupes « socio-culturels » pour ainsi mettre en évidence les efforts de solidarité culturelle fournis par les femmes lors de leurs prestations et déconstruire le portrait festif qu'on leur attribuait habituellement.



(Source : réalisée par l'auteur à partir de données diverses)

Fig. 1. Hiérarchisation des groupes d'animation du PDG

Par la suite, ces groupes s'étaient vu doter d'un Comité d'aide aux groupes socio-culturels PDG. Mis en place par le Bureau central du Parti, ce Comité venait apporter aux groupes d'animation un soutien

financier et matériel autre que celui qu'apportaient les personnalités politiques à chaque groupe de leurs provinces respectives.

Pour une meilleure organisation, tous les groupes d'animation obéissaient désormais à une hiérarchisation (fig. 1).

Au sommet de cette hiérarchie, se trouvait donc une haute personnalité politique du Parti (CMB, 1988, p. 5). Celle-ci avait souvent un poste influent au sein du PDG et au Gouvernement de la République. Dans les différentes provinces, c'était elle qui, en plus des efforts fournis par le Comité d'aide aux groupes socio-culturels, s'assurait de l'entretien des groupes (logistiques, les tenues vestimentaires, les enveloppes, des emplois, etc.). Si cette personnalité postulait à une fonction politique électorale, les femmes des groupes d'animation composaient parfois des chansons en son honneur. Souvent animés par un sentiment de concurrence les uns envers les autres, les Présidents d'honneur des groupes d'animation s'efforçaient de rendre les femmes de leurs groupes respectifs les plus présentables possible, car leur réputation et le soutien des femmes à leur endroit en dépendaient.

Ensuite, venait la Responsable coordinatrice générale. Elle était généralement désignée par les femmes de son groupe sur la base de son caractère et sa maturité. Lors des fêtes officielles, c'est elle qui se tenait au-devant de ses troupes comme le capitaine d'une légion militaire. Elle était aidée par un adjoint qui prenait souvent le relais même en présence de la titulaire.

Quant au Secrétariat général, il était chargé de la paperasse. La connaissance et la maîtrise des lettres constituaient les principaux critères de sélection des occupants de ce poste. Comme la Responsable coordinatrice générale, le Secrétaire général était assisté par un adjoint.

La Responsable de la discipline veillait au maintien de l'ordre, constatait les présences et les absences, s'assurait que les règles de fonctionnement soient appliquées. C'était aussi elle qui proposait les sanctions disciplinaires. La Responsable de la discipline était souvent une femme mûre ou de caractère.

La Trésorerie gérait les entrées financières qui résultaient des cotisations des membres du groupe et des dons des personnalités politiques du Parti.

Le Commissariat des comptes, qui travaillait en collaboration avec la Trésorerie, comptabilisait et notait les entrées et sorties des fonds de la Trésorerie.

Les animatrices étaient souvent les meneuses des chants. Elles chantaient souvent les couplets et laissaient les refrains aux autres femmes. Pour une chanson de longue durée, plusieurs animatrices pouvaient alors se relayer. Les animatrices étaient souvent les têtes de file des petits groupes d'animation (groupes "B"), de chaque province. Ainsi, au moment de former le groupe provincial (groupe "A"), elles fusionnaient. Mais à l'occasion des fêtes provinciales, chacune d'elles se retirait avec ses femmes pour reformer des petits groupes (groupes "B").

La prise de fonctions des membres de bureaux des groupes d'animation se faisait lors d'une cérémonie officielle d'investiture organisée par l'UFPDG, sous ordonnance du Secrétariat du Parti.

2. Les groupes d'animation : réservoirs d'électeurs et instruments de propagande de masse du PDG

Autant que l'on notait une progression sans cesse croissante du nombre des groupes d'animation du PDG sur l'étendue du sol gabonais, autant l'on constatait une augmentation des effectifs de ces groupes. Ce fait avait fini par donner aux groupes d'animation la double fonction de réservoir d'électeurs et instrument de propagande.

2.1. Les groupes d'animation comme réservoirs d'électeurs du PDG

À leur création, nombreux de ces groupes ne comptaient qu'une dizaine de membres³. Avec le temps, l'une des priorités des responsables du Comité d'aide aux groupes socio-culturels PDG

3. C'était notamment le cas pour le groupe Centre-ville, composé de dix femmes lors de sa création dans les années 1970.

était de regrouper au sein des groupes, des masses importantes de militants. Les résultats ne se firent d'ailleurs pas attendre. Dans la fin des années 1970, certains groupes d'animation avaient connu une croissance spectaculaire de leurs effectifs. C'est d'ailleurs ce que rapporte ce témoignage fait en 1987 par Odette Mouyayou, alors Coordinatrice générale du groupe *Missema* (I. Follot, 1986, p. 61) :

Depuis sa création, le 30 novembre 1976, *Missema* revendiqua plus de trois cents (300) membres. Il fait preuve d'une vitalité peu ordinaire. Non seulement il ne cesse de grossir, qui plus est, sa marge de progression dépasse la barre des 10 % annuels. À bas mot, une dizaine de militants adhèrent au groupe chaque année. Le 30 novembre 1976, à 16 h, s'est tenue au Palais Rénovation, une réunion présidée par Mme Joséphine Bongo, Présidente d'honneur de L'Union des Femmes du Parti Démocratique Gabonais, [par ailleurs épouse du Président de la République]. Le but de la réunion était de solliciter la création d'un deuxième groupe d'animation de l'Ogooué-Lolo composé au départ des ressortissantes de Lastrouville (Est du Gabon). Le 17 août 1979 à Moanda (Est du Gabon), une page de l'histoire des groupes d'animation du Gabon a été écrite grâce à la naissance de *Missema* IV. Les responsables locaux du Parti Démocratique Gabonais nous ont tout de suite soutenus. Nous avons créé un groupe mixte comprenant cent dix-neuf (119) personnes.



(Sources : I. Follot, 1987, p. 29 ; P. Moubélet-Boubeya, J.-P. Ollé Ngoma, 2008, p. 74)

Image 2. Vues des effectifs du groupe d'animation *Missema* de 1976 à 2007

Plusieurs facteurs pouvaient expliquer la croissance des effectifs des groupes d'animation dans les années 1970 et bien après. D'abord, il faut rappeler que la pratique de la danse en groupes de femmes est un fait très présent dans les communautés culturelles gabonaises. Ainsi, pour les femmes, adhérer à un groupe d'animation, qui n'exigeait pas de diplôme et permettait aux femmes de sortir de leurs « cages », était une chose aimable.

En outre, les bruits au sujet des bénéfices que les femmes tiraient des prestations publiques n'en étaient pas moins un argument de motivation à l'adhésion des femmes aux groupes d'animation. Joseph Tonda (2009, p. 135) explique d'ailleurs que :

Ces femmes ne dansaient pas et ne dansent pas toutes pour le « plaisir ». Elles y étaient et y sont encore encouragées par l'argent, les pagnes, les T-shirts ou des repas qui leur sont donnés par les responsables des partis, et notamment ceux du plus grand de tous, le PDG du défunt [El Adj Omar Bongo Ondimba]⁴.

De plus, les femmes qui, dans les années 1960, étaient sous la grande autorité de leurs époux, s'étaient vu garantir un soutien du PDG en cas de repréailles ou de refus des époux à vouloir que leurs conjointes dansent dans un groupe d'animation. C'est d'ailleurs ce que souligne Koumba Kassa⁵, époux d'une ancienne danseuse du groupe *Mourim* :

Les débuts étaient difficiles. Mon épouse, Sonia, avait un enfant de deux (2) ans, et moi je devais aller au travail. Lorsque Sonia avait commencé les répétitions avec le groupe *Mourim*, nous avons été obligés de faire venir sa petite sœur à la maison pour s'occuper de l'enfant lorsque la mère allait aux répétitions. Un soir de paie, je suis rentré saoul et Sonia était encore dehors alors qu'il était déjà tard dans la nuit. J'ai trouvé l'enfant et ma belle-sœur déjà endormis. Lorsque ma femme est

4. Entre 1973 et 2003, le Président-fondateur du PDG a plusieurs fois changé de nom. El Hadj Omar Bongo Ondimba est le nom avec lequel il tirera sa révérence. Au sujet des motifs du changement de noms du Président-fondateur du PDG, lire : J. Tonda, 2009, p. 127.

5. Koumba Kassa, 2019, 70 ans, retraité et épouse d'un membre du groupe *Mourim*, Libreville.

rentrée, j'étais en colère et je lui ai porté main. Pendant plusieurs jours, elle n'allait plus aux répétitions. Puis un jour, en rentrant du travail, j'ai trouvé les membres de son groupe qui étaient venus chercher à savoir pourquoi elle ne se rendait plus aux répétitions. Le jour qui a suivi, mon patron au travail m'a dit que des gens étaient passés à mon lieu de travail pour me donner un avertissement de licenciement au cas où j'empêcherais la femme, que j'ai dotée avec mes moyens, de m'abandonner l'enfant pour aller danser pour le Parti. [...] Mais je n'étais pas le seul homme à être dans cette situation. C'était un peu comme si l'autorité avait changé de propriétaire dans le foyer.

Ce témoignage est plein d'enseignements. En effet, s'il met en relief le malaise des hommes qui avaient perdu leur autorité dans les foyers, il explique surtout pourquoi dans une société où les femmes prenaient rarement de décision contraire la volonté de leurs époux, de nombreuses femmes avaient adhéré aux groupes d'animations sans se soucier de ce que pensaient leurs conjoints. Pour ces dernières, la solidarité qui existait au sein de l'UFPDG devait leur permettre de braver l'autorité masculine. Mais, la situation était quelque peu différente pour les femmes dont les conjoints étaient déjà partisans du PDG. À cet effet, Morice Zambébobé explique que :

Lorsque mon père était entré au PDG., dans les années 1970, il avait demandé à mes frères aînés qui étudiaient au Gabon et en France de rejoindre les rangs de l'UJPDG. Mais, lorsque les groupes d'animation ont commencé à se créer et à se multiplier, il avait fait comprendre à ma mère que les responsables du Parti avaient demandé aux hommes de sensibiliser leurs épouses qui ne travaillaient pas dans une administration publique ou privée, pour qu'elles adhèrent aux groupes d'animation. Pour mon père ça ressemblait à un devoir contraignant, mais ma mère l'a plutôt bien pris. Elle s'était sentie comme importante tout à coup⁶.

Les autorités du PDG avaient lancé une politique de sensibilisation au sein des familles de chacun de leurs militants. Ainsi, un homme, membre du Parti, dont l'épouse n'avait aucune fonction

6. 2020, Enseignant de Français, 49 ans, Libreville.

dans l'administration, devait la convaincre d'adhérer à un groupe d'animation.

Un fait non moins important était cependant à noter. En effet, bien que la sensibilisation pour l'adhésion des femmes fût plus une affaire d'adultes, il n'en demeurait pas moins qu'au sein de certains groupes d'animation, l'on retrouvait des enfants de bas âges. À cet effet, Odile Bezinga⁷, un ancien membre du groupe *Boomamé*, dit :

Le groupe *Boomamé* était majoritairement composé de femmes. Les hommes n'étaient que très peu et étaient généralement les musiciens qui accompagnaient les femmes en jouant les instruments [...]. Cependant, il n'y avait pas que des adultes dans ce groupe. On retrouvait parfois des familles entières. C'est-à-dire que si on retrouvait la mère, on pouvait retrouver également les enfants filles et fils⁸.

Ce témoignage livre deux (2) informations capitales. D'abord, ce témoignage permet de noter que les groupes d'animation obéissaient à une répartition de tâches. Les femmes chantaient et dansaient, tandis que les hommes jouaient les instruments de musique. Enfin, il révèle que les groupes d'animation assuraient une relève en accordant aux jeunes enfants le droit d'être des leurs.



Image 3. Petites filles dansant au sein du groupe *Missima* en 1977

Les témoignages de Koumba Kassa, Morice Zambébobé et d'Odile Bezinga tendent donc à confirmer les propos de Nicolas Metegue N'nah (2006, p. 198-199) qui révèle que, sous le règne du

7. 2019, ancien membre du groupe *Boomamé*, 60 ans, Booué.

8. 2019, ancienne danseuse du groupe socioculturel *Boomamé*, 56 ans, Makokou.

Président-fondateur du PDG, «envoyer son épouse et/ou sa fille danser dans ces groupes d'animation était devenu l'un des moyens les plus sûrs pour avoir une promotion dans son travail. Ne pas le faire entraînait les foudres des dirigeants et, souvent la disgrâce». En étant membres de l'UFPDG, les femmes des groupes d'animation avaient le devoir de voter pour le candidat investi par le PDG. Dans nombreuses de leurs compositions musicales, elles ne manquaient d'ailleurs pas de rappeler leur engagement électoral, comme c'est le cas dans ces propos tirés du morceau *Bamgoye Bâ Boomamé*⁹ du groupe *Boomamé*, sorti en 2005 à la veille de la campagne présidentielle :

[...] En 2005, nous prenons engagement, un vote massif et franc [...] Yaya Omar on vous vote d'emblée et vous allez gagner [...]. Nous, le groupe *Boomamé* nous vous soutenons. À cause de la paix, on vous vote à cent pour cent (100 %), [...], pas d'inquiétude avec les femmes, Yaya, vous allez gagner!

Comme mis en relief par les propos ci-dessus, les groupes d'animation constituaient un vaste réservoir d'électeur(e) s assuré pour le PDG et son Président-fondateur. Mais la fidélité électorale des groupes d'animation ne se limitait pas qu'aux élections présidentielles. Dans les différentes circonscriptions administratives du pays, les femmes de l'UFPDG devaient rester fidèles aux candidats que proposait le PDG lors des élections législatives, locales ou sénatoriales.

2.2. Les groupes d'animation et l'UFPDG : la chaîne de direction d'un réseau de propagande de masse et de conquête électorale

Dans les premières années de sa création, le PDG organisait ses stratégies de propagande autour des graphiques (calendriers, brochures, posters géants), des livres, des émissions radiotélévisées retraçant les grandes idées du Parti¹⁰. Dans ce contexte où les capacités d'émissions audiovisuelles étaient peu développées, certaines chansons enregistrées dans des studios et diffusées à la

9. Qui signifie littéralement en langue *Ikota* «les panthères d'Omar»

10. Programme de Propagande du Parti Démocratique Gabonais, 1968, p. 1-9.

radio reprenaient les idées de la Rénovation. Ainsi, les groupes d'animation du PDG qui bénéficiaient alors d'une logistique permettant de composer, d'enregistrer et de diffuser leurs chansons à la radio avaient joué un rôle déterminant dans la propagande de masse des idéaux du parti. Leurs particularités à pouvoir enregistrer et diffuser les chansons, conjuguées à leurs capacités de reproduire sur scène réelle leurs prestations lors des cérémonies officielles du parti, faisaient d'eux des instruments de propagande sans pareils. Avec le développement de la technologie audiovisuelle, ces groupes avaient amélioré leur visibilité et leur écho à travers le pays et hors des frontières.

Généralement, les groupes d'animation étaient perçus comme de simples cellules d'animations lors des manifestations officielles. À cet effet, le 12 mars de chaque année était d'ailleurs le moment pour ces groupes de s'illustrer :

Répartis, par provinces ou établissements scolaires en plusieurs «groupes d'animation», les militants et militantes de [l'U]PDG et de l'UFPDG] rivalisaient d'ardeur lors des nombreuses réceptions et fêtes qu'ils étaient chargés d'animer. La fête la plus importante était naturellement celle du parti fixée au 12 mars, date anniversaire de l'annonce de la création du Parti Démocratique Gabonais. La veille de ce grand jour, l'UFPDG donnait toujours, au gymnase du stade omnisport Omar Bongo de Libreville, un spectacle fait seulement de production, sur scène, de tous les groupes d'animation de la capitale dont les militantes se surpassaient alors dans l'exécution de mouvements lascifs, très appréciés des dignitaires du régime, qui, aux premiers rangs, passaient facilement plus de cinq (5) à six (6) heures à regarder se trémousser cette gent féminine bigarrée (Nicolas Metegue N'nah, 2006, p. 198).

Pourtant, derrière cette considération de «bougeuses de fesses» qui a longtemps véhiculé une représentation dégradante des femmes des groupes d'animation (Alice Aterianus-Owanga, 2020, p. 195), se trouvait une véritable stratégie de propagande politique. En effet, les groupes d'animation chantaient en langues locales et en français, ce qui permettait à la fois de toucher la sensibilité de trois (3) catégories de personnes. Les deux (2) premières catégories concernaient

les populations d'une même localité. L'une rassemblait les vieilles personnes qui comprenaient et maniaient mal la langue française. L'autre rassemblait les personnes, souvent jeunes, qui comprenaient et maniaient mal leurs langues natales. La troisième catégorie était celle des personnes issues d'autres communautés culturelles et dont la langue française seule pouvait leur permettre de saisir la substance des chansons composées dans une langue différente des leurs. L'impact psychologique qui découlait alors de ces compositions musicales bilingues était non-négligeable sur les populations, comme nous le rapportent Bruno Bétsiba¹¹ :

Pendant les élections présidentielles, on avait remarqué que la seule musique qui passait, c'était la musique d'[El Hadj Omar Bongo Ondimba] et du PDG. Jamais vous ne pouviez être dans un bistrot et écouter la musique d'un candidat de l'opposition. La musique d'[El Hadj Omar Bongo Ondimba] était partout. À la radio, à la télé, dans les bistrotets, n'en parlons même pas ! C'est pourquoi même quand les autres candidats venaient nous exposer leurs projets de société, on savait déjà qui on devait voter. Imaginez-vous que vous restez pendant des semaines et des mois en train d'écouter *Boomamé*¹² qui vous dit en langue *ikota* « [il ne] faut pas voter n'importe qui, il faut voter Omar », *vous faites comment ?* Nous aussi, on votait Omar !

Mouangoye Daniel¹³, une ancienne autorité politique de la commune de *Booué*, interrogé sur le groupe d'animation *Boomamé* relève, quant à lui :

Si, à l'instar des groupes socio-culturels d'autres provinces du Gabon, le groupe *Boomamé* a souvent été considéré comme un simple groupe d'animation chargé de mettre l'ambiance lors des campagnes électorales ou des visites officielles du Président El Hadj Omar Bongo Ondimba dans la province de l'Ogooué-Ivindo, l'impact de la substance de certaines chansons de ce groupe était non négligeable quand il s'agissait d'influencer le choix à faire sur le candidat à voter¹⁴ lors des échéances

11. Agriculteur, 2019, Booué, 49 ans.

12. Groupe d'animation - P.D.G de l'Ogooué-Ivindo, auteur de plusieurs compositions musicales pour le PDG dont "*Allo-Allo*".

13. Ancien Maire de la commune de Booué, 2020, 62 ans, Moanda.

14. *Id.*

électorales. C'était comme un évangile que prêchait le Président El Hadj Bongo Ondimba et son parti. Une fois qu'un morceau était sorti, on pouvait l'écouter dans les bistroquets, dans les taxis et même parfois à la radio, et ce, de façon répétée. À une certaine époque, on écoutait rarement des chansons dédiées à un autre parti que le PDG. Du moins en ce qui concernait la province de l'Ogooué-Ivindo. Vous imaginez donc que, dans ces conditions, l'impact psychologique que le groupe pouvait avoir sur le vote des gens était très important.

Cet état de fait apparaît dans la chanson *allo allo* que le groupe *Boomamé* avait sorti en 2005. En substance, on retrouve une incitation au vote en faveur du Président-fondateur du PDG. À cet effet, le groupe chante en ces termes :

[...] Oui... oui c'est notre guide. Oui... oui c'est notre atout. [...] Faut pas voter *bi* voté voté, il faut voter Omar. Il ne faut pas voter *bé* voté voté, il faut choisir Omar. [...] ¹⁵

Cette propagande n'est probablement pas étrangère aux facteurs explicatifs du succès du « candidat naturel » du PDG dans la province de l'Ogooué-Ivindo, comme ce fut le cas en 2005 où il sortit de l'élection présidentielle avec un suffrage de près de 85 %, selon le rapport de la Commission Électorale Autonome.

Ainsi, au-delà du caractère festif que pouvaient refléter les groupes d'animation, se cachait une véritable stratégie de marketing politique. À ce propos, Thibault Jeandemange (2015, p. 5) explique que :

Les esthétiques propres à la musique – substituant tous autres motifs d'usage – participent aux grands récits sur le bien commun dans les campagnes de marketing politique. [...] La musique est en mesure d'impulser un rythme afin de mettre en mouvement les individus. Cet élément est particulièrement observable lors des meetings. Elle doit également pouvoir provoquer des impulsions ainsi qu'une forte adhésion au programme du candidat.

Luis Velasco-Pufleau (2012, p. 8) ajoute :

15. *Boomamé*, 2005, « Bangoye ».

L'utilisation des œuvres musicales est privilégiée au sein des dispositifs de politique symbolique notamment par leur capacité à fédérer des émotions au sein des rituels politiques ou médiatiques. La question de la maîtrise de la polysémie des œuvres musicales et de l'encadrement de leur réception afin d'éviter la réappropriation ou le détournement de celles-ci par des acteurs divers est fondamentale pour tout pouvoir qui utilise ces œuvres à des fins de légitimation.

Si leur mission de conquérir l'électorat était plus perceptible sur la scène musicale, il est à noter qu'autant que les hommes membres du PDG incitaient les femmes à rejoindre les groupes d'animation sous le parti unique, à parti des années 1990, ce fut au tour des femmes des groupes d'animation de contraindre leurs conjoints à adhérer au PDG. Ignace Koumba Pambolt (1979, p. 143-144) n'écrit-il pas :

Les femmes au sein du PDG ne jouent qu'un rôle figuratif et marginal, par rapport à celui des hommes, dans la mesure où elles ne sont pas consultées pour les grandes orientations nationales [...] on se sert d'elles pour faire du chantage à leurs époux ; ainsi ce mot d'ordre lancé par l'UFPDG : « faites la grève du sexe si votre mari ne veut pas adhérer au PDG ».

Cet état des faits était les manœuvres du sommet de la hiérarchie du PDG qui coordonnait les groupes d'animation selon les ambitions du parti, comme l'indique Monique¹⁶, ancien membre du groupe *Azembé*:

[...] Toutes celles qui étaient membres des groupes d'animation étaient par ailleurs membres du Parti Démocratique Gabonais. Les plus de seize (16) ans avaient leurs cartes d'adhésion et militaient pour le PDG. Celles qui étaient à la tête des groupes occupaient souvent des postes de responsabilités au sein de l'UFPDG. Ainsi, cumuler ces responsabilités nous imposait d'organiser et faire fonctionner les groupes d'animation selon les instructions du Conseil national de l'UFPDG et du Bureau politique¹⁷ PDG.

16. Le 12 février 2020, ancien membre du groupe *Azembé*, Libreville, 57 ans.

17. Créé en 1979, c'est l'organe qui dirige le parti, sous l'autorité du Secrétaire Général. cf. L. Epimi Nguia, 2015, p. 22-23. Cette référence ne figure pas à la fin du travail.

Comme l'indique cet ancien membre du groupe Azembi, les groupes d'animation étaient de véritables courroies de transmission des idéaux du PDG entre le sommet de la hiérarchie et la base militante. À la tête des effectifs de plus de 100 femmes (tableau 2), les Coordinatrices responsables générales des groupes d'animation avaient pour mission de faire appliquer les instructions des hiérarques du parti au sein des groupes respectifs.

N°	Noms des groupes	Coordinatrices responsables générales	Effectifs minimums entre 2008 et 2009
1	<i>Arongo</i>	Viviane Damas	100
2	<i>Nkol-Engong</i>	Alice Baky	100
3	<i>Kounabéli</i>	Paulette Kelekissa	100
4	<i>Akébé-Ville</i>	Ntchaga Ogoula	100
5	<i>Ignonga</i>	Thérèse Bissieme	100
6	<i>Moutsokini</i>	Cécile Mboundzou	100
7	<i>Mourim</i>	Éliane Boucalt	100
8	<i>Boomamé</i>	Jeannette Bouka	100
9	<i>Ayina</i>	Solange Mvela Éssia	100
10	<i>Missema</i>	Élisabeth Batsiandji	100
11	<i>Moukoghba</i>	Christiane Mboulougou	100
12	<i>Azembi</i>	Marie-Claire Medang	100
13	<i>Centre-ville</i>	Delphine Nguema	100
14	<i>Odzamboga</i>	Cécile Mbang	100

(Source : UFPDG)

Tabl. 2. Les groupes d'animation lors du 39^e anniversaire de la création du PDG en 2007

Le 12 mars 2007, lors du 39^e anniversaire du PDG, dernier auquel avait pris part son Président-fondateur à la place des fêtes de Libreville, les groupes d'animation avaient effectué une parade « tonitrueuse » (Image 2). Aspect marquant, plusieurs femmes des années 1970 et 1980 étaient encore présentes dans les rangs des groupes avec à leur tête d'« emblématiques » animatrices et coordinatrices responsables générales et une présence remarquable des jeunes filles élèves et

étudiantes. Ce dernier fait tranchait avec ce que l'on avait l'habitude de voir. Habituellement, c'étaient les jeunes filles non scolarisées qui s'adonnaient le plus à la danse dans les groupes d'animation.

Si l'argument de relève était évoqué par ces jeunes filles pour justifier leur présence dans les groupes d'animation, on ne peut négliger que leur forte adhésion ait été la conséquence des politiques d'encouragement à l'autonomisation des jeunes filles, menées par Édith-Lucie Bongo Ondimba, Première dame du Gabon depuis le 4 mars 1990¹⁸ et Présidente d'honneur de l'UFPDG depuis 2003.



(Source : L.-J. Ndembet, 2008, p. 2).

Image 4. Parade des groupes d'animation du PDG le 12 mars 2007

Conclusion

Les groupes d'animation ont longtemps été considérés comme des regroupements de femmes, dont le seul but était de créer de l'ambiance lors des manifestations politiques du PDG. Cette considération a été renforcée par une littérature et des commentaires discriminatoires et péjoratifs visant à dresser un bilan peu valorisant du rôle des femmes de l'UFPDG dans les premières décennies de la création du PDG. Pourtant, bien au-delà de l'animation, ces

18. Après son divorce avec Marie-Josphine Kama, en 1987.

groupes cachait un intérêt hégémonique pour les responsables du PDG. Ces groupes, créés entre la fin des années 1960 et le début des années 2000, avaient vu leurs effectifs passer d'une dizaine de femmes à plusieurs centaines. En chantant la gloire du PDG, ils incitaient les populations à voter pour les candidats de ce parti lors des échéances électorales de grande envergure. Les chansons étaient le plus souvent produites en langues locales et en français, permettant ainsi de toucher la sensibilité de plusieurs catégories de personnes en âge de voter. Quoique la conquête des électeurs était plus remarquable dans les compositions musicales, elle se poursuivait dans les cellules familiales où, à partir des années 1990, les femmes des groupes d'animation contraignaient leurs époux à adhérer au PDG, au risque de subir une «grève du sexe». Mais si elles constituaient une armée de conquête, les femmes des groupes d'animation avaient aussi le devoir de voter pour le parti au moment des élections.

In fine, entre 1968 et 2007, les groupes d'animation du PDG, renommés «groupes socio-culturels» dans les années 1990, ont fortement contribué à faire asseoir les idéaux du PDG, non seulement en propageant les grandes idées dudit parti à travers des compositions musicales, mais également en prenant part, et de façon massive, aux votes des candidats PDG.

Sources et bibliographie

Sources orales

N°	Noms et Prénoms	Âge	Profession	Date et lieu de l'entretien
1	MOUANGOYE Daniel	62 ans	Ancien Maire de la commune de Booué	2 avril 2020, à Moanda
2	Monique	57 ans	Ancien membre du groupe <i>Azambi</i>	12 février 2020, à Libreville
3	BÉTSIBA Bruno	49 ans	Agriculteur	7 février 2019, à Booué
4	BEZINGA Odile	60 ans	Ancien membre du groupe <i>Boomamé</i>	7 février 2019, à Booué
5	ZAMBEBOBE Morice	49 ans	Enseignant de Français	8 février 2020, à Libreville
6	KOUMBA KASSA	70 ans	Retraité et épouse d'un membre du groupe <i>Mourim</i>	9 février 2019, à Libreville

Source audiovisuelle

Kounabéli, «Les chants du Parti Démocratique Gabonais», 1979.
Boomamé, 2005, «Bangoye».

Sources écrites

Rassemblement Général de la Population et de l'Habitat, 1993.
Programme de Propagande du Parti Démocratique Gabonais, 1968.

Bibliographie

ATERIANUS-OWANGA Alice, 2020, «Une culture de « bougeuses de fesses ». Spectacle du pouvoir et incorporation genrée dans les groupes d'animation culturelle du Gabon» (En ligne : <https://books.openedition.org/enseditions/15472?lang=fr>).

AUGÉ Axel, 2005, «Jeunes, jeunesse et intégration des élites politiques au Gabon. La place des trajectoires sociales individuelles», *Afrique contemporaine*, n° 213, 2005, p. 197-215.

BONGO ONDIMBA El Hadj Omar, 1975, *Au service du Gabon. Pensée et actions sociales*, Éditions du Parti Démocratique Gabonais, Nkoussu Productions.

ÉPIMI NGUIA Lucien, 2015, *Demain le Gabon : Patriotisme pour une nouvelle alliance*, Libreville, Les éditions Ntsame.

ITOUMBA Olive Pulchérie, 2017, «Les femmes et la politique au Gabon (1956-2009) : une affaire d'État ou d'activisme féminin?», *HISTARC (Rev.gab.hist.arch)*, n° 2, p. 30-55.

JEANDEMANGE Thibault, 2015, «Les émotions musicales dans la communication politique : la musique participe-t-elle à la production des grands récits sur le bien commun?», Congrès AFSP Aix (en ligne : <https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&url=https://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/2567/files/2015/05/JEANDEMANGE-La-musique-participe-t-elle-%25C3%25A0-la-production-des-grands-r%25C3%25A9cits-sur-le-bien-commun-AFSP>).

KOUMBA PAMBOLT Ignace 1979, *L'intégration de la femme gabonaise dans le processus de développement*, Mémoire de maîtrise de sociologie.

MAPAGOU Louis-Barthélémy (dir.), 1986, *Mémorial du Gabon (1970 – 1974)*, Genève/Monaco, SIED.

METEGUE N'NAH Nicolas, 2006, *Histoire du Gabon : des origines à l'aube du XXI^e siècle*, Paris, L'Harmattan.

MOUBELET-BOUBEYA Pacôme et OLÉLÉ NGOMA Jean-Patrick, 2008, *Omar BONGO, un parti, une vision pour le Gabon*, Gabon, Libreville, Les Éditions du silence.

MOUBELET-BOUBEYA Pacôme et OLÉLÉ NGOMA Jean-Patrick, 2008, *Omar BONGO, un parti, une vision pour le Gabon*, Libreville, Les Éditions du silence.

MOULEBA Emma Prudence, 2012, *L'enseignement secondaire au Gabon sous l'angle du genre (1947-1983)*, Université Paris, Denis Diderot.

NDEMBET Lin-Joël, 2007, «Dans un contexte politique de trouble social difficile», *L'Union*, n° 07967, p. 2.

TONDA Joseph, 2009, «Omar Bongo Ondimba, paradigme du pouvoir postcolonial», *Politique africaine*, n° 114, p. 126 -137.

VELASCO-PUFLEAU Luis, 2012, «Réflexions sur les rapports entre musique et propagande», *Hal*, vol 8, n° 01 (en ligne).